



MAIRIE DE L'ISLE-JOURDAIN
Service Eau et Assainissement

REGLEMENT DU SERVICE D'EAU POTABLE

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES	3
ART. 1- OBJET DU REGLEMENT	3
ART. 2- OBLIGATIONS DU SERVICE.....	3
ART. 3- MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU	4
ART. 4- DEFINITION DU BRANCHEMENT	4
ART. 5- CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT	4
CHAPITRE 2 ABONNEMENTS.....	5
ART. 6- DEMANDE D'ABONNEMENT.....	5
ART. 7- REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES.....	6
ART. 8- CESSATION, RENOUELEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES.....	6
ART. 9- ABONNEMENTS ORDINAIRES.....	7
ART. 10- ABONNEMENTS SPECIAUX	7
ART. 11- ABONNEMENTS TEMPORAIRES	8
ART. 12- ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE	8
CHAPITRE 3 BRANCHEMENT, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES	9
ART. 13- MISE EN SERVICE DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR.....	9
ART. 14- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE, FONCTIONNEMENT, REGLES GENERALES	9
ART. 15- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE, CAS PARTICULIERS	10
ART. 16- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS	11
ART. 17- MANOEUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES.....	11
BRANCHEMENTS	11
ART. 18- COMPTEURS : RELEVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN	11
ART. 19- CONSOMMATIONS ANORMALES	12
ART. 20- COMPTEUR : VERIFICATION	12
CHAPITRE 4 PAIEMENTS	13
ART. 21- PAIEMENTS DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR	13
ART. 22- PAIEMENTS DES FOURNITURES D'EAU	13
ART. 23- FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE DU BRANCHEMENT	14
ART. 24- PAIEMENTS DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES	14
CHAPITRE 5 INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION	14
ART. 25- EMPLOI DE L'EAU ET CONDITION DE FOURNITURES	14
ART. 26- RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION.....	14
ART. 27- CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.....	15
CHAPITRE 6 DISPOSITIONS D'APPLICATION	15
ART. 28- PENALITES	15
ART. 29- DATE D'APPLICATION.....	15
ART 30- MODIFICATION DU REGLEMENT	15
ART 31- CLAUSE D'EXECUTION	16

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES

Le règlement du service ci-présent est un document établi par la commune de L'Isle-Jourdain en sa qualité d'exploitant et régisseur direct de l'eau potable distribuée sur la commune et adopté par délibération du conseil municipal du 4 février 2020.

Il définit les obligations de chaque partie à savoir le Service Eau de la commune ainsi que l'abonné.

Ici sont désignés comme

- Service Eau le service exploitant en régie directe la distribution de l'eau potable
- Abonné toute personne physique ou morale titulaire d'un contrat auprès du Service Eau.

ART. 1- OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable du réseau de distribution conformément à l'article 57 de la loi sur l'eau (LEMA) 2006-1772 du 30 décembre 2006.

ART. 2- OBLIGATIONS DU SERVICE

Le Service Eau est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après, suivant les possibilités techniques.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service Eau, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans les conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Dans le cadre d'un fonctionnement normal du service, ce dernier est tenu d'assurer une pression minimale de 0.3 bars, conformément à l'article R1321-57 du Code de la Santé Publique.

Le Service Eau est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 26 à 28 du présent règlement.

Il est tenu d'informer la collectivité et l'Agence Régionale de la Santé de toutes modifications de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage...).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande. Ces informations sont disponibles auprès du Service Eau de la commune, sur le site internet de la Mairie de L'Isle-Jourdain et sur le site du ministère de la santé.

Elles sont assorties de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

ART. 3- MODALITES DE FOURNITURE DE L'EAU

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau doit souscrire auprès du Service Eau un abonnement et de ce fait, est soumis aux dispositions du présent règlement auquel des modifications pourront être apportées selon la procédure définie à l'article 31.

Le Service Eau remet à chaque abonné le règlement du service ou le lui adresse par voie postale ou électronique et l'informe de sa version numérique présent sur le site de la Mairie de L'Isle-Jourdain. Le paiement de la première facture qui suit la diffusion du règlement ou sa mise à jour vaut accord de réception par l'abonné. Le règlement du service est tenu à la disposition des abonnés au siège de la Collectivité.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

ART. 4- DEFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, suivant le trajet le plus court :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, le robinet sous bouche à clé
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet d'arrêt avant compteur,
- s'il y a lieu, la niche abritant le compteur,
- le compteur,
- le clapet anti-pollution ou robinet purgeur.

Le branchement se définit comme étant compris entre la prise en charge sur la conduite et le poste de comptage sauf :

- pour les logements collectifs où la partie privative du réseau de l'immeuble est exclue du branchement si les postes de comptage sont situés au niveau des appartements ou des locaux techniques situés aux différents étages,
- pour les lotissements qui n'ont pas fait l'objet d'une rétrocession de voirie à la Collectivité où la partie privative du réseau comprise au-delà du domaine public est exclue du branchement si les postes de comptage sont situés au niveau des lots.

Pour les travaux d'installation intérieure, c'est-à-dire, ceux faits à la suite du compteur, les abonnés seront libres de faire exécuter ces travaux comme ils l'entendront. En conséquence, ils seront responsables de toutes les avaries qui pourraient survenir et redevables de la consommation enregistrée par suite de fuites ou autres qui pourraient se produire sur leurs installations.

Ils s'interdisent en outre tout autre système d'alimentation en eau qui pourrait, pour une cause ou une autre, communiquer avec le réseau de distribution d'eau potable. Ils seraient, dans ce cas bien précis, responsables des faits qui se produiraient.

ART. 5- CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Un branchement sera établi pour chaque propriété et/ou immeuble.

Toutefois, sur décision du service, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit, un branchement unique, équipé d'un compteur.
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur, dès lors que le propriétaire en fait la demande.

De même les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une exploitation agricole, industrielle ou artisanale ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant, sur décision du Service.

Le Service Eau fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur qui doit être situé au plus près du domaine public.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais, par le Service Eau. Ce dernier peut toutefois faire appel à une entreprise agréée par lui. Le Service Eau ou l'entreprise agréée par lui présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et précise les délais d'exécution. L'exécution des travaux est subordonnée à l'acceptation du devis. La fourniture de l'eau est subordonnée à la souscription d'un abonnement (cf Chapitre 2).

Les branchements jusqu'au compteur inclus, y compris le robinet de purge s'il est contigu au compteur, mais non compris, le cas échéant, les regards ou les niches abritant le compteur, ne sont pas la propriété du Service Eau.

Les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service Eau ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou un organisme agréé par lui.

Le Service Eau, seul habilité à intervenir sur la partie avant compteur, prend à sa charge les frais propres à ses interventions.

L'entretien à la charge du Service Eau ne comprend pas :

- les frais de remise en état des installations mises en place par le propriétaire postérieurement à l'établissement du branchement ;
- les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné ;
- les frais de réparation résultant d'une faute prouvée de l'abonné.

Ces frais sont à la charge de l'abonné.

CHAPITRE 2 ABONNEMENTS

ART. 6- DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont passés avec le propriétaire ou usufruitier de l'immeuble ou par tout tiers désigné (locataire, agence immobilière, société etc.)

Par la transmission du formulaire d'abonnement, le demandeur prend la qualité d'abonné et se soumet aux dispositions du présent règlement. Le paiement de la première facture qui suit la diffusion du règlement ou sa mise à jour vaut accord de réception par l'abonné.

L'abonnement est accordé sous réserve de la production au moment de la souscription de documents justifiants l'occupation légale des lieux pour lesquels l'alimentation en eau est demandée.

Est également nécessaire :

- pour les personnes physiques : une pièce d'identité en cours de validité
- pour les personnes morales : le numéro SIREN/SIRET ou un extrait du Kbis
- pour les personnes publiques : le numéro SIREN/SIRET ainsi qu'un justificatif autorisant le représentant à signer le contrat.

Pour les immeubles collectifs équipés de compteurs individuels ou ayant fait l'objet d'une procédure d'individualisation, les abonnements relatifs aux comptages individuels sont accordés aux propriétaires des locaux. Pour le compteur général, l'abonnement est accordé au Syndicat des Copropriétaires.

Le Service Eau est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement dans un délai de huit jours suivant l'acceptation du contrat d'abonnement, s'il s'agit du branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de sa demande d'abonnement et après acceptation du devis.

Cette demande d'abonnement ne sera prise en considération que lorsque le dossier technique, établi par le Service Eau, confirmera s'il y a possibilité d'alimentation à partir du réseau.

Le Service Eau peut surseoir (ou même refuser) à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder un immeuble neuf, le Service Eau peut exiger du demandeur la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

ART. 7- REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une durée indéterminée.

La souscription d'un abonnement en cours d'année entraîne :

- le paiement du volume d'eau réellement consommé à compter de la date de souscription,
- le paiement des primes fixes au prorata du temps restant jusqu'à la prochaine échéance de facturation.

La résiliation d'un abonnement en cours d'année entraîne :

- le paiement du volume d'eau réellement consommé,
- le remboursement par le Service Eau des primes fixes au prorata du temps restant jusqu'à la prochaine échéance de facturation.

Tout abonné peut consulter les délibérations du Conseil municipal fixant les tarifs au siège de la Collectivité responsable du Service ou un exemplaire du tarif en vigueur peut lui être transmis par voie postale ou électronique.

ART. 8- CESSATION, RENOUVELLEMENT, MUTATION ET TRANSFERT DES ABONNEMENTS ORDINAIRES

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en remplissant le formulaire de résiliation et en le transmettant au Service Eau. La résiliation est effective dans un délai maximum de deux mois.

En cas de déménagement, l'alimentation en eau est généralement maintenue si le nouveau propriétaire/locataire souscrit un contrat d'abonnement dans un délai court. Dans le cas contraire, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé.

Les abonnés sont tenus d'avertir le Service Eau au moment de leur départ. Faute d'avoir accompli cette formalité, ils restent redevables de l'abonnement et des volumes d'eau consommés dans leur ancien logement même s'ils ne l'occupent plus.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis à vis du Service Eau, de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En cas de changement d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien, sans frais autre que ceux, le cas échéant, de réouverture du branchement.

En cas de division de l'immeuble, chacun des copropriétaires doit souscrire obligatoirement un contrat d'abonnement auprès du Service Eau.

Le contrat d'abonnement n'est pas transférable d'un immeuble à un autre.

ART. 9- ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une durée indéterminée et font l'objet d'un tarif fixé annuellement par la collectivité par délibération du Conseil municipal.

Ils prennent effet à la date d'acquisition ou de location des lieux concernés ou à la date de pose du compteur d'eau potable pour le chantier à venir.

Les tarifs annuels sont disponibles auprès du Service Eau ou bien sur le site internet de la Mairie de L'Isle-Jourdain.

Le prix de l'eau comprend une partie forfaitaire et une partie variable basée sur la consommation annuelle constatée.

Il fait l'objet de deux modes de factures :

- une facturation semestrielle : - une première facture éditée et envoyée au printemps comprenant la part forfaitaire annuelle (abonnements) qui inclut notamment la location de compteur, couvre les frais d'entretien, de surveillance, de renouvellement des compteurs fournis en location par le Service Eau, et une part variable correspondant à 40% de la consommation de l'année précédente (voir article 22) peut être également facturée.

- une deuxième facture éditée et envoyée en fin d'année comprenant le solde de la part variable basée sur la consommation annuelle effectivement constatée après la relève du compteur.

- une facturation mensuelle : - de janvier à octobre, un forfait est prélevé automatiquement aux abonnés ayant fait la demande. Ce forfait comprend une part abonnements et une part de consommation estimée – le volume mensuel est calculé en fonction de la consommation réelle relevée l'année précédant la demande de mensualisation.

- en décembre, le solde de l'année écoulé est prélevé. Il correspond au reliquat de consommation à la charge de l'abonné calculé en fonction de la consommation réelle effectivement constatée après la relève du compteur.

L'abonné ayant souscrit à un prélèvement mensuel ne reçoit que l'échéancier en début de période et la facture de solde en fin de période.

Par ailleurs, certains abonnements peuvent être exonérés de la redevance pour pollution domestique conformément aux directives de l'Agence de l'eau (arrosages, cimetière, abreuvoirs etc).

ART. 10- ABONNEMENTS SPECIAUX

Le Service Eau peut consentir à certains abonnés, dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, il sera tenu de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Peuvent faire l'objet d'abonnements spéciaux donnant lieu à des conventions particulières :

- 1) Les établissements publics scolaires, hospitaliers ou autres font l'objet d'abonnements ordinaires, ou d'abonnements spéciaux lorsque l'importance de la consommation le justifie.
- 2) Dans la mesure où les installations du service permettent de telles fournitures, des abonnements spéciaux dits « de grande consommation », peuvent être accordés, notamment à des industries, pour fourniture de quantités d'eau importantes (hors du cas général prévu à l'article ci-dessus) :

- 10 % de rabais sur la redevance eau communale lorsque la consommation est comprise entre 5 000 et 10 000 m³.

- 30 % de rabais sur la redevance eau communale lorsque la consommation excède 10 000 m³.

- 3) Des abonnements spéciaux peuvent également être accordés à des abonnés disposant de branchements multiples dans des immeubles distincts pour des besoins liés à la même activité agricole, artisanale, commerciale ou industrielle.

Le Service Eau se réserve le droit de fixer, si les circonstances l'y obligent, une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés spéciaux des types 2 et 3 ci-dessus, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau ou d'imposer la construction d'un réservoir.

ART. 11- ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Il est strictement interdit à quiconque de prélever de l'eau sur le réseau public par un autre moyen qu'un branchement autorisé dans le cadre d'un abonnement. En particulier, l'utilisation des prises d'incendie ou de bouches de lavage est interdite, ces prises ne devant être manœuvrées que par les agents du service public ou par les corps de sapeurs-pompiers.

Tout manquement donnera lieu à des poursuites judiciaires et à la facturation d'un volume d'eau forfaitaire de 120 m³.

Des contrats d'abonnements temporaires peuvent cependant être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Le Service Eau peut subordonner la réalisation de branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas particulier.

Au cas où, en raison du caractère temporaire des besoins d'eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut, après demande au Service Eau, être autorisé à prélever l'eau aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale qui est installée par le Service Eau.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnant lieu à l'établissement d'une convention spéciale.

ART. 12- ABONNEMENTS PARTICULIERS POUR LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le Service Eau peut consentir, s'il juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un abonnement ordinaire ou de grande consommation.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire ou de grande consommation.

Les abonnements pour lutte contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières.

Ces conventions définissent les modalités de fournitures d'eau et les responsabilités respectives des parties.

Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher le Service Eau en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations et notamment de ses prises d'incendie.

CHAPITRE 3 BRANCHEMENT, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

ART. 13- MISE EN SERVICE DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service Eau des sommes dues pour son exécution, conformément à l'article 21 ci-après.

Lorsqu'il réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'il accepte l'ouverture d'un branchement, le Service Eau prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur soit réalisée (chocs, gel, ...) par l'abonné dans des conditions climatiques normales de la région concernée.

Il informe par ailleurs l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel dans des circonstances particulières. Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par le Service Eau.

Le compteur doit être placé en limite du domaine public ou en domaine privé aussi près que possible du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du Service Eau. Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible afin que le Service Eau puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Les compteurs individuels d'une copropriété doivent être disposés en gaine technique de façon à être accessible facilement aux agents du service Eau.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service Eau, compte tenu des besoins annoncés par l'abonné.

Le calibre des compteurs est fixé comme suit :

Débit caractéristique	Diamètre nominal
3 m ³ /h	15 mm
5 m ³ /h	20 mm
10 m ³ /h	32 mm
20 m ³ /h	40 mm
35 m ³ /h	50 mm

Le Service Eau se réserve le droit de limiter le calibre du compteur et d'imposer la construction d'un réservoir particulier à tout usager dont le régime de consommation risquerait de nuire à la distribution. L'abonné doit signaler sans retard au Service Eau tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

ART. 14- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE, FONCTIONNEMENT, REGLES GENERALES

L'usager assure la garde et la surveillance des parties de branchements situées à l'intérieur des propriétés privées et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service Eau est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable des dommages causés au

Service Eau ou aux tiers, tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil défectueux qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement : Le Service Eau peut, le cas échéant, imposer un dispositif anti-bélier. En particulier les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux novices ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service Eau, l'Agence Régionale de la Santé ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification. En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office.

Le Service Eau se réserve expressément le droit de vérifier à toute époque les installations intérieures, en ce qui concerne les actions nuisibles qu'elles pourraient avoir sur la distribution publique, sans que les vérifications engagent sa responsabilité, tant auprès des tiers que des abonnés, qui doivent faciliter ces opérations sous peine de fermeture de leur branchement.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service Eau, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leur frais (dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 23).

ART. 15- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE, CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le Service Eau. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

L'emploi d'appareils pouvant créer une aspiration dans la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Il en est de même des dispositifs ou appareils qui permettraient le retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau. En particulier, les abonnés possesseurs de générateurs d'eau chaude doivent munir la canalisation amenant l'eau froide à ces appareils de clapets de retenue, entretenus en bon état pour éviter, en toutes circonstances, le retour de l'eau chaude vers le compteur.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, le service pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF Antipollution ou agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des installations intérieures et du branchement comme dispositif de mise à la terre des installations et appareillages électriques de l'abonné est interdit.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

ART. 16- INSTALLATIONS INTERIEURES DE L'ABONNE - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :

- 1) d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie,
- 2) De pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement, depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur.
- 3) De modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les bagues de plombage plastique.
- 4) De faire sur son branchement des opérations autre que la fermeture ou l'ouverture du robinet d'arrêt ou du robinet de purge.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le Service pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

ART. 17- MANOEUVRE DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLE ET DEMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manœuvre des vannes du réseau est uniquement réservée au Service Eau et interdite aux usagers. La manœuvre du robinet sous bouche à clef de chaque branchement est uniquement réservée au Service Eau.

En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service Eau aux frais du demandeur.

ART. 18- COMPTEURS : RELEVES, FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN

L'abonné est tenu de signaler toute panne de compteur.

Toutes facilités doivent être accordées au Service Eau pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an aux conditions prévues à leur contrat d'abonnement. Si, à l'époque d'un relevé, le Service Eau ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service Eau dans un délai maximal sur la carte-relevé. L'abonné peut également prendre rendez-vous avec le Service Eau s'il n'arrive pas à relever le compteur seul ou si ce dernier est illisible.

Si lors de la fin de la campagne de relève annuelle le relevé n'a pu avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée à la dernière consommation annuelle.

En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service Eau est en droit d'exiger de l'abonné un rendez-vous afin de relever l'index au compteur. S'il y a refus, le Service Eau est en droit de procéder à la fermeture du branchement après notification d'une mise en demeure préalable de 15 jours.

Lorsque le compteur est bloqué, la consommation de l'année durant laquelle le compteur s'est bloqué est calculée sur la base de la consommation moyenne des 3 dernières années.

Dans le cas où l'abonné refuserait de laisser effectuer les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service Eau supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance annuelle d'abonnement jusqu'à la fin de l'abonnement.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service Eau que les compteurs ayant subi des détériorations et des usures normales. Tous remplacements et toutes réparations de compteur dont la bague de plombage aurait été volontairement enlevé et qui aurait été ouvert et démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, chocs extérieurs, retours d'eau chaude, détériorations [gel] suite à une atteinte au dispositif de protection prévu à l'article 13) sont effectués par le Service Eau, aux frais exclusifs de l'abonné, auquel incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter les accidents dont il s'agit.

Les dépenses ainsi engagées par le Service Eau pour le compte d'un abonné font l'objet d'une facture dont le montant est recouvré dans la même forme que les divers produits de la fourniture d'eau.

ART. 19- CONSOMMATIONS ANORMALES

Conformément aux L224-12-4 et R224-20-1 du Code Général des collectivités territoriales régissant les consommations anormales, lorsque le Service Eau constate une augmentation anormale de consommation au vu du relevé de compteur, il en informe l'abonné par tout moyen et au plus tard lors de l'envoi de la facture établie d'après ce relevé.

L'augmentation est anormale si le volume d'eau consommé excède le double du volume moyen. Ne sont prises en compte que les augmentations de volume d'eau consommé dues à une fuite sur une canalisation d'eau potable, et non celles dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, organe de régulation destiné au remplissage de piscine automatique ou d'arrosage de jardin automatique etc.

Un écrêtement de la facture de solde est possible si et seulement si l'abonné en fait la demande dans un délai d'un mois après notification du Service Eau, a réparé la fuite (justificatif à l'appui) et que la fuite répond aux conditions édictées par la loi.

Il est précisé que les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

ART. 20- COMPTEUR : VERIFICATION

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. La vérification est effectuée sur place par le Service Eau, en présence de l'abonné, sous forme de jaugeage.

En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage. Si les indications du compteur sont reconnues exactes, à moins de 10% près, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

Les frais sont fixés forfaitairement. Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérifications sont supportés par le Service Eau.

De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter du précédent relevé.

Le Service Eau a le droit de procéder à tout moment et à ses frais à la vérification des indications de compteurs des abonnés.

CHAPITRE 4 PAIEMENTS

ART. 21- PAIEMENTS DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR

Toute installation du branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu d'un devis établi par le Service Eau, sur la base du bordereau de prix.

Les compteurs appartiennent au Service Eau, ils sont fournis et mis en place par le Service Eau. Les frais de pose sont à la charge des abonnés.

Conformément à l'article 13 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

ART. 22- PAIEMENTS DES FOURNITURES D'EAU

Le paiement des factures de fourniture d'eau est effectué par l'abonné titulaire du contrat d'abonnement ou par tout tiers désigné (locataire, société, établissement public etc).

Le règlement de la première facture vaut acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement de service.

Le prix de l'eau comprend :

- Une part forfaitaire incluant notamment l'abonnement annuel, entretien, surveillance, renouvellement du compteur.
- Une part variable correspondant à la consommation constatée lors de la campagne de relève annuelle.

La part forfaitaire est facturée d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), elle est facturée ou remboursée prorata temporis.

La part variable est facturée en deux fois :

- une première fois avec la part forfaitaire sous forme d'un acompte correspondant à 40% de la dernière consommation annuelle précédente si celle-ci dépasse 40m³.
- Une deuxième fois pour le solde, une fois la consommation relevée au compteur.

Sauf disposition contraire, le montant des factures d'eau doit être acquitté dans le délai maximum indiqué sur la facture. Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service Eau.

Si les factures d'eau ne sont pas payées dans le délai imparti et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation, le branchement peut être fermé jusqu'à paiement des sommes dues, un mois après notification de la mise en demeure, sans préjudice des poursuites qui peuvent être exercées contre l'abonné.

La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du Service Eau du paiement de l'arriéré. S'il y a récurrence, le Service Eau a le droit de résilier le contrat d'abonnement.

Les factures sont mises en recouvrement par le Trésor Public habilité à en faire poursuivre le versement par tous les moyens de droit commun.

Les frais de mise en demeure sont supportés par l'abonné.

Tout abonné dont le logement concerné est sa résidence habituelle et pouvant justifier d'une situation de précarité peut demander une aide du Fond de Solidarité du Logement en s'adressant soit à une association d'aide aux personnes en difficultés, soit directement au fond d'aide en écrivant au Conseil Départemental du Gers.

ART. 23- FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. A titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement par le tarif qui distingue :

- Une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 14.
- Une impossibilité de relevé du compteur ou un non-paiement des redevances, sauf le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée.
- Une réouverture d'un branchement fermé en application de l'article 16.
- La remise en service d'un branchement particulier résilié.

Lorsqu'une fermeture intervient pour une autre raison que la résiliation d'un contrat d'abonnement, la facturation de l'abonnement se poursuit tant que le contrat n'est pas résilié. Toutefois, la résiliation du contrat sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

ART. 24- PAIEMENTS DES PRESTATIONS ET FOURNITURES D'EAU RELATIVES AUX ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Les frais de pose des tuyaux et du compteur, pour les contrats d'abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service Eau et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées à l'article 22.

CHAPITRE 5 INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ART. 25- EMPLOI DE L'EAU ET CONDITION DE FOURNITURES

L'eau fournie est de l'eau potable de bonne qualité.

En cas de difficultés d'approvisionnement, le Service Eau se réserve le droit d'en interdire ou limiter l'emploi pour certains services (jardins, besoins non domestiques, piscines etc.)

Les abonnés ne peuvent réclamer aucune indemnité au Service Eau pour les interruptions momentanées de la fourniture résultant des gelées, de sécheresse, de réparations ou de toutes autres causes analogues considérées comme cas de force majeure. Il en est de même pour les variations de pression et la présence d'air dans les conduites ainsi que la variation des qualités physiques ou chimiques.

En cas de coupures d'eau nécessitées par des travaux d'entretien prévisibles, le Service Eau sera tenu d'informer ses abonnés 24h à l'avance.

Dans certains quartiers, hameaux ou fermes isolées, situés sur des points hauts, il pourra être conseillé l'installation d'un surpresseur. Il en est de même, sur certains points bas, avec la pose d'un réducteur de pression. Ces modifications seront à la charge des demandeurs.

ART. 26- RESTRICTIONS A L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES DE DISTRIBUTION

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service Eau a, à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la collectivité des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Le Service Eau se réserve le droit, dans l'intérêt général, de procéder à la modification du réseau de distribution, ainsi que de la pression du service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées et sans que ceux-ci puissent réclamer une indemnité ou une réduction de prix de l'abonnement.

ART. 27- CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Le Service de Défense contre l'Incendie est un service communal. Lorsqu'un essai des appareils d'incendie est prévu, le Service Eau doit en être averti trois jours à l'avance de façon à pouvoir y assister et le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie est strictement réservée aux seuls Service Eau et Service de Défense contre l'Incendie.

Toute manœuvre illicite d'un poteau incendie constatée donnera lieu à la facturation d'une pénalité équivalent à 1 000 fois le tarif hors taxe d'un mètre cube.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS D'APPLICATION

ART. 28- PENALITES

Indépendamment du droit que le Service Eau se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office l'abonnement sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les agents du Service Eau ainsi que la Police Municipale peuvent constater toute infraction au présent règlement ; ce constat peut donner lieu à une pénalité financière voire à des poursuites devant un tribunal compétent en la matière.

Dans le cas où l'abonnement a été résilié suite à une infraction au présent règlement, l'abonné devra s'acquitter des coûts de remise en eau du branchement, en plus du paiement des factures relatives au contrat d'abonnement antérieur.

ART. 29- DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à compter de sa date de réception en Préfecture annexé à la délibération du conseil municipal correspondante, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

A la date d'entrée en vigueur du présent règlement, tous les abonnés raccordés au réseau de distribution deviennent des abonnés "de fait" du Service Eau sauf à résilier leurs abonnements conformément à l'article 30.

ART 30- MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante de la collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications sont notifiées aux abonnés selon la même procédure que le règlement d'origine et aux mêmes conditions d'acceptation et de résiliation.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

ART 31- CLAUSE D'EXECUTION

Le représentant légal de la collectivité, les agents du Service Eau habilités à cet effet, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et approuvé en séance du conseil municipal du 4 février 2020

L'ISLE-JOURDAIN

Le Maire,